

# GRAND DEBAT NATIONAL

*Rencontres citoyennes de la mairie de Lyon 9<sup>ème</sup>  
le mardi 26 février 2019  
de 19.00 à 21.30 salle Jean Couty*

- Préambule (p.2)
- **Synthèse générale et transversale** (p.3)
  
- **Synthèses par thème : constats et/ou propositions**
  - ⇒ Transition Ecologique (p.5)
  - ⇒ Démocratie et Citoyenneté (p.6)
  - ⇒ Organisation de l'Etat et des services publics (p.8)
  - ⇒ Fiscalité et dépenses publiques (p.10)
  
- **Détail des échanges par table ronde**
  - ⇒ Transition Ecologique (p.11)
  - ⇒ Démocratie et Citoyenneté (p.13)
  - ⇒ Organisation de l'Etat et des services publics (p.15)
  - ⇒ Fiscalité et dépenses publiques (p.17)

## En préambule

Le Maire du 9<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon et son équipe municipale ont souhaité proposer à leurs concitoyens un temps d'échanges ouvert à tous et s'inscrivant dans le cadre du grand débat national.

Une soirée débat a donc eu lieu à l'Espace Jean Couty, le mardi 26 février à 19h, afin de permettre à tous ceux qui le souhaitaient d'échanger, sous forme de tables rondes, autour des 4 thèmes proposés par le Président de la République : la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, la démocratie et la citoyenneté, l'organisation de l'État et des services publics.

Pour faciliter l'organisation, les personnes intéressées avaient été invitées à s'inscrire en amont à l'une ou l'autre des tables rondes et à récupérer sur le site du grand débat la fiche de présentation correspondant au thème choisi. Néanmoins, l'entrée est restée libre et une fiche par thème a été mise à disposition des participants le soir du débat.

Après le mot d'accueil du maire et une présentation par l'animateur principal des objectifs de la soirée, du cadre des échanges, du déroulement de la rencontre et de son organisation, des suites données à ce débat et du rappel détaillé de la Charte du Grand Débat, la centaine d'habitants présente ce soir là s'est répartie entre les différentes tables rondes disposées aux 4 coins de la salle. Pour chacune d'entre elles, deux citoyens volontaires ont accepté les missions d'animateur et de rapporteur.

De 20 à 40 personnes, selon les thèmes, se sont ainsi regroupées autour d'eux, équipés de paperboard, papier, stylos, stabylors, post-it et des fiches thématiques.

La transition écologique a connu le plus grand succès avec une quarantaine de participants, suivie de près par l'atelier démocratie et citoyenneté, puis celui de l'organisation de l'État et des services publics et enfin de la fiscalité, moins sollicitée.

Les échanges se sont déroulés durant 1h30, menés en 3 temps : compréhension du thème et rappel du contexte (sur la base des fiches thématiques) ; états des lieux, freins et enjeux puis propositions de solutions et/ou pistes de réflexion ; enfin, 15 minutes de reformulation et de synthèse élaborée en commun ont conclu les discussions.

Les rapporteurs ont ensuite présenté à tour de rôle, à l'ensemble des citoyens présents, cette synthèse, résultat de leurs travaux.

Ceux-ci sont présentés dans le présent compte-rendu :

- Synthèse générale et transversale
- Synthèses par thème : constats et/ou propositions
- Détail des échanges par table ronde

Le présent document sera envoyé à chaque participant, mis à disposition sur le site de la mairie du 9<sup>ème</sup> et en version papier à l'accueil de celle-ci, transmis au Grand Débat National et il servira de référence au second débat, plénier, organisé à nouveau par la mairie du 9<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon, le lundi 11 mars.

## Synthèse générale et transversale

*Transparence, inefficacité, opacité, traçabilité, contrôle, injustice, inégalité méconnaissance, éducation, pouvoir...*

Un pouvoir trop concentré du côté de l'Etat, pas assez du côté des citoyens ; manque d'information, de proximité et d'interlocuteur, de flexibilité, de souplesse et de disponibilité des services publics ; manque d'éducation et de formation : à l'écologie, au numérique, à la citoyenneté, au civisme et aux institutions, à la fiscalité, à l'usage des fonds publics des contribuables et au fonctionnement des établissements publics où ils « consomment » ; l'Etat omniprésent mais mal présent, même localement ; déficit de démocratie : le citoyen ne connaît pas les institutions, ne sait pas et ne comprend pas ce qui est fait et ce qui se passe réellement, n'a plus de pouvoir et n'est plus entendu une fois qu'il a voté et son vote n'est pas toujours représenté ni représentatif, un contrôle citoyen des actions et programmes promis et mis en œuvre devrait être instauré : Collèges ou Universités Populaires, composés de citoyens tirés au sort afin de vérifier la légitimité des élus en cours de mandat ; 2 poids 2 mesures dans le traitement fiscale et judiciaire, sanction ou laxisme selon que l'on appartient à un lobby ou pas ; des impôts oui, mais dans la transparence de leur usage et du qui paye quoi...

*Tout est là, lois et organismes de contrôle, mais pas appliquées ou inefficaces, à quoi sert, notamment, la Cour des Comptes ?*

### Tels sont les mots clés et les sentiments communs à chacune des tables rondes.

- ❖ **En matière de transition écologique :** « *Des lois existent mais ne sont pas appliquées et des mesures sont à prendre là où elles manquent* »
  - ⇒ **Propositions :** des transports en communs plus accessibles, les économies d'énergie et le recyclage financés et récompensés, réintroduire la consigne pour le verre ; les pesticides interdits et les petites exploitations agricoles favorisées ; un droit à l'environnement constitutionnel, comme les droits de l'homme ; des cours d'écologie dès le primaire...
  
- ❖ **En matière de démocratie et de citoyenneté :** « *Défiante face aux institutions et aux politiques, trop dépendants des échéances électorales et des partis, et à la démocratie représentative et parlementaire non contrôlée, une fois le vote passé, et insuffisante à répondre à sa définition d'origine : une personne/une voix, pourtant imposée aux associations loi 1901, seul terreau réel d'engagement et de cohésion sociale, représentatif du citoyen, mais totalement absent du monde politique et du pouvoir de décision.* »
  - ⇒ **Propositions :** introduction de la proportionnelle, contrôle des actions des élus en cours de mandat par des « Collèges » de citoyens, créer des « Universités populaires », des votations locales à la suisse, réintroduire une forme de service militaire ou un suivi de service civique tout au long de la vie et des cours d'instruction civique dès le primaire...

❖ **Concernant l'organisation de l'Etat et des services publics :** « *Moins d'Etat mais mieux d'Etat : une administration trop importante et de fait inaccessible, mal définie, peu perceptible, dans des services publics trop inflexibles et partout à la fois, même dans les collectivités locales et territoriales auxquelles ils imposent leurs lourdeurs, créant des confusions, et dont le rôle et les compétences seraient à clarifier et à redonner, pour certaines, aux communes afin de le rapprocher (l'Etat) des citoyens et de le recentrer sur ses missions essentielles : sécurité, défense, éducation et santé* ».

⇒ **Propositions :** un Etat transparent, au champ d'action recentré au profit du local et autour des thèmes majeurs que sont la sécurité, la défense, l'éducation et la santé ; réintroduire l'instruction civique à l'école et une forme de service militaire ou service civique tout au long de la vie ; créer des consultations citoyennes ; donner toute sa place au numérique mais accompagner et former ceux qui en sont éloignés en maintenant un aiguillage présentiel physique : créer des maisons de services publics ; dans un contexte d'intercommunalités et de métropoles, privilégier la commune et l'arrondissement.

❖ **Concernant la fiscalité et les dépenses publiques :** « *Trop de disparité et de décalage entre ce que l'administration fiscale exige des contribuables et ce que l'on exige de la fonction publique : statut, avantages, niches, exonérations, économies ; et de son fonctionnement : dépenses, efficacité, respect des délais de réponse... Les mauvais comportements ou tricheries ne sont pas sanctionnés, les bons comportements ne sont pas récompensés.* »

⇒ **Propositions :** rationaliser les frais de fonctionnement et l'organisation du travail dans la fonction publique, lui appliquer les mêmes règles qu'à tous les autres actifs ; instaurer une TVA sociale et un impôt citoyen mais défiscaliser la CSG ; taxer les mauvais comportements et récompenser les bons ; transparence des recettes et dépenses publiques ; donner du pouvoir à la Cour des Comptes.

## Synthèse : Transition Ecologique

### ⇒ **Transport / Déplacement :**

- Baisse du prix du ticket de transport pour inciter à l'usage des transports en commun
- Gratuité des transports en commun en cas de pic de pollution
- Taxation des transports polluants (avion, bateau, camion)
- Développement du transport fluvial
- Développement de l'usage du train en réduisant le prix du billet sur les parcours de proximité

### ⇒ **Transition Ecologique :**

- Financement massif des projets d'économie d'énergie
- Développement des Ecoquartiers

### ⇒ **Recyclage :**

- Développement et valorisation du recyclage grâce, notamment, au retour de la consigne sur le verre
- Réduction drastique des suremballages

### ⇒ **Agriculture :**

- Arrêt de l'emploi des pesticides
- Modification de la PAC en privilégiant l'aide aux petites exploitations
- Développer de la biomasse/méthanisation

### ⇒ **Recours légal :**

- Introduction du droit de l'environnement dans la constitution
- Création d'un tribunal spécifique de l'environnement
- Reconnaissance d'un droit spécifique aux migrants climatiques

### ⇒ **Education :**

- Cours d'écologie dès le primaire

## Synthèse : Démocratie et Citoyenneté

### Démocratie

*Constatant une réelle DÉFIANCE DES FRANÇAIS FACE A NOS INSTITUTIONS, la table ronde s'est tout d'abord interrogée sur l'efficacité de notre système politique : « Est-on vraiment en démocratie ? » a même demandé un participant, ouvrant un débat sur les limites de la représentativité. « Quelles que soient ses faiblesses, notre démocratie représentative garantit l'émergence d'une majorité au Parlement » ont répondu ceux qui ne veulent pas connaître l'instabilité chronique de notre voisin italien.*

*Mais quelle est la légitimité de nos élus (seuls cités : le Président de la République et les députés), compte tenu de la dépendance de ceux-ci vis à vis de leur parti et du nombre restreint de français qui se rendent aux urnes ? Et si légitimité il y a, celle-ci s'exprime-t-elle sur la durée du mandat ? Leur mandat est trop long et hors de contrôle, estiment les uns, trop court au contraire dit un autre qui considère qu'un Président de la République a besoin de temps pour mettre en œuvre son programme.*

#### ⇒ Propositions :

- Introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives afin que les extrêmes, qui ont un poids politique certain, puissent être mieux représentés à l'Assemblée Nationale. « Mais 20 à 25 % maximum pour que le pays reste gouvernable » met en garde un participant qui a fait des simulations.
- Remise en question régulière de leurs projets dans leur circonscription, afin de mieux maîtriser l'action des députés, devant une assemblée de citoyens tirés au sort qui leur donnerait ensuite « mandat » pour défendre ces projets devant leurs pairs à l'Assemblée Nationale.
- En cas de réduction du nombre de parlementaires, veiller à ne pas créer un déséquilibre entre zones urbaines et zones rurales.
- Revenir au septennat pour donner du temps au chef de l'Etat mais non renouvelable pour éviter un accaparement du pouvoir.

### Citoyenneté

*La faible participation des français aux élections est à rapprocher de leur manque d'engagement dans les partis politiques, comme dans les syndicats, alors que les associations comptent quelque 16 millions de bénévoles ! La table ronde explique CE DESINTERET ET CE DESENGAGEMENT CITOYEN par une forme d'individualisme (peut-être ?), de méconnaissance (plus sûrement) de la chose politique. Les décisions sont prises trop loin de nous, la classe politique utilise un jargon inaccessible et la majorité des français ignorent comment fonctionnent et à quoi servent nos institutions, nos élus... « J'ai dû attendre mes études de droit pour comprendre notre système politique », témoigne une juriste. Par ailleurs, une part non négligeable d'entre nous n'est pas en capacité de mettre des mots sur ses besoins et son malaise...*

⇒ **Propositions :**

- S'inspirer des Universités populaires qui donnent la parole à ceux qui ne l'ont pas.
- Réintroduire une véritable Instruction Civique à l'école, dès les plus petites classes avec un enseignement par l'exemple.
- Instaurer un Service Civique tout au long de la vie : un jour ou deux par mois obligatoires pour tous et à tous les âges, après la formation initiale, afin de mêler les générations et les classes sociales et de rappeler les fondamentaux de la citoyenneté.
- Obliger les députés à venir régulièrement devant leurs électeurs présenter un bilan de leur activité.
- Instaurer des votations « à la suisse » à l'échelon local sur des sujets précis.
- Laïcité : aller jusqu'au bout de la loi de séparation de l'Église et de l'Etat en dissociant les jours fériés des fêtes religieuses chrétiennes.

## **Immigration**

(Le temps nous a manqué pour aborder pleinement ce sujet)

*Constat : 70 % des demandeurs d'asile n'obtiennent pas le statut de réfugiés mais 4 % seulement d'entre eux rentrent dans leur pays. Les autres restent sur le territoire français et travaillent dans la clandestinité. Comment mettre fin à cette HYPOCRISIE ?*

⇒ **Propositions :**

- Augmenter le nombre de réfugiés économiques admis sur notre sol en révisant à la baisse les exigences de professionnalisation. Cela permettrait de répondre aux besoins réels de ces immigrés, de pourvoir des postes en mal de candidats et de réduire le travail au noir.

## **Synthèse : Organisation de l'Etat et des Services Publics**

### **1<sup>er</sup> enseignement : moins d'Etat, mieux d'Etat**

*La place de l'Etat dans les politiques publiques est difficilement perceptible par le groupe d'échange. Sa place est parfois floue, surprenante : pourquoi l'Etat est-il encore actionnaire de certaines entreprises ? Voire peu efficace : comment les consignes venues du haut sont-elles mises en œuvre au quotidien ?*

*Sentiment de manque de transparence dans l'utilisation des deniers publics, du rôle stérile de la Cour des Comptes, qui alerte pourtant régulièrement mais sans effet sur les dysfonctionnements, d'un état qui fait « du gras ».*

#### ⇒ **Propositions :**

- L'Etat se doit d'apporter plus de transparence dans ses interventions et d'évaluer son champ d'action en le rétrécissant notablement au profit du local : définition de la règle et mise en œuvre.
- L'action de l'Etat doit se circonscrire à des thèmes majeurs : la sécurité, la défense, l'éducation, la santé (et par conséquent l'alimentation). Sur ces sujets, la question de l'efficacité n'est pas forcément à démontrer, sa rentabilité n'est pas un objectif, car le rôle de l'Etat demeure ici fondamental.

### **2<sup>ème</sup> enseignement : des responsabilités partagées et à partager avec la société**

*Aujourd'hui, et c'est tout le sens de l'action publique, les droits et les devoirs de chacun semblent mis à mal. Ces difficultés s'expliquent par le manque de repères dans la société, par le rapport à la citoyenneté et le déficit d'instruction civique notamment.*

*Aujourd'hui Le citoyen a tendance « à consommer » l'école, l'hôpital... en considérant son « droit à consommer » ces équipements publics, sans plus envisager ses « devoirs » à s'investir en tant qu'« actionnaire » de ces établissements et de ces services.*

#### ⇒ **Propositions :**

- Redonner de la vigueur à l'instruction civique, à l'école d'abord mais aussi dans un suivi à tous les âges de la vie, lors de ses étapes clés : majorité, mariage, naissance, retraite.... Réinventer une forme de service militaire.
- Prise de conscience citoyenne que « l'Etat », c'est aussi chacun d'entre nous.
- Renforcer les consultations citoyennes ou rendre obligatoire l'intégration de collègues « citoyens » dans les cercles de décisions.

### **3<sup>ème</sup> enseignement : le rôle des collectivités à clarifier**

*La place et l'efficacité des collectivités locales sont également pointées par le groupe d'échange, de manière moins vindicative que pour le rôle de l'Etat toutefois : une confusion des rôles et des compétences et des financements croisés qui complexifient l'identification d'un interlocuteur, qui devrait être unique et de proximité pour faciliter le quotidien des usagers ; des collectivités qui s'adaptent peu aux évolutions sociétales : lenteurs administratives, procédures basiques qui pourraient être traitées à distance en numérique,*

*par internet... Les collectivités doivent fournir des moyens et des services, faudrait-il aujourd'hui compléter ces missions d'une exigence de résultats ?*

⇒ **Propositions :**

- Donner toute sa place au numérique mais accompagner largement cette transition par une formation accrue des publics les plus éloignés de son usage
- Vigilance quant à mesurer la « performance » dans la fonction publique, notamment celle qui traite des actions sociales, difficilement évaluables.

**4<sup>ème</sup> enseignement : rester au contact du terrain**

*Malgré la montée en puissance du numérique, le contact physique reste à privilégier : un aiguilleur unique au plus proche des habitants est plébiscité. La commune constitue la base du contact de proximité avec les habitants.*

⇒ **Propositions :**

- Sur Lyon et son agglomération, l'arrondissement doit être privilégié. Avec la création de la Métropole, l'échelon de la ville de Lyon est à repenser au profit de l'arrondissement.
- Des maisons de service public doivent être maintenues, voire créées et le patrimoine de la ville ne doit pas être cédé.
- Malgré la satisfaction de revoir certains échelons, il ne s'agit pas non plus de vouloir tout fusionner, le risque de reconcentrer en de mêmes mains les actions reste grand.

## Synthèse : Fiscalité et Dépenses Publiques

- ⇒ Introduire plus d'efficacité et de productivité dans la fonction publique et les services parallèles de l'Etat (caisses primaires d'assurance maladie, etc...) par une rationalisation des frais de fonctionnement et de l'organisation du travail.
- ⇒ Réévaluer les niches fiscales
- ⇒ Revoir le statut des fonctionnaires, celui-ci ne correspondant plus à la mobilité ou au rythme de la société, et le nombre de fonctionnaires des collectivités territoriales et de hauts fonctionnaires de l'Etat : suite à la suppression de leur poste, commission ou service ils ne sont plus en fonction mais touchent leur salaire, d'après une enquête de France Info, cela coûterait plusieurs millions d'Euros par an à l'Etat, peut-être prévoir des contrats de 5 ans renouvelables tel ce qui se fait déjà dans l'armée.
- ⇒ Instaurer la TVA sociale. Passer du taux dit « normal » de 20% au taux de 22% pour les produits de luxe (vêtements, joaillerie, électronique haut de gamme, etc...) ou au taux maximal de 25% autorisé par l'Union Européenne. Ceci permettrait, notamment, d'aider à la prise en charge des personnes âgées dans les EHPAD.
- ⇒ Etablir l'Impôt Citoyen (impôt pour tous), avec un versement symbolique pour les minimas sociaux
- ⇒ Proposer au gouvernement de négocier avec ses partenaires de l'Union Européenne une taxe valorisante (basse) pour tous les produits hors U.E. respectant les normes environnementales et sociales et, au contraire, une hausse des taxes pour les produits hors U.E. ne les respectant pas.
- ⇒ Supprimer la part imposable de la CSG
- ⇒ Donner un véritable pouvoir d'action et de sanction à la Cour des Comptes,
- ⇒ Revoir les règles et le cadre légal de l'optimisation fiscale : les PME-PMI payent l'I.S. à taux plein alors que les entreprises du C.A.C. 40 savent, pour une bonne partie, s'en exonérer
- ⇒ Taxer le kérosène
- ⇒ Instauration d'une niche fiscale pour les entreprises qui partagent le capital social avec leurs employés
- ⇒ Etablir une règle de transparence sur les dépenses publiques et les ressources fiscales : publication annuelle d'un rapport lisible par le grand public indiquant, pour chaque grand secteur, la part d'impôt attribuée et la dépense publique correspondante.

# Rapport détaillé des échanges

## La transition écologique

### **Transport / Déplacement :**

- afin d'éviter la pollution atmosphérique, baisser le prix du ticket de transport en commun pour le rendre accessible à tous, gratuit lors des pics de pollution
- interdire les moteurs à 2 temps (moto, scooter, etc.)
- développer l'usage du train en réduisant le prix du billet sur les parcours de proximité au détriment du « tout TGV », le train étant le moyen de transport le plus écologique
- développer le transport fluvial en réalisant la liaison Rhin-Rhône afin d'éviter le trafic camion et, au niveau local, prolonger le circuit de la navette fluviale jusqu'à l'Île Barbe
- augmenter la capacité des parking relais et créer des voies de circulation spécifique au covoiturage
- Rhône-Express trop cher : le nationaliser
- développer l'utilisation des voitures électriques et/ou hybrides au niveau du parc de voitures de société (subvention toujours d'actualité pour l'achat de véhicule diesel !)
- mettre en place la taxe « carbone »
- taxer les aéroports

### **Transition Ecologique :**

- pour la rénovation des bâtiments, création d'équipe de projet regroupant des professionnels (du bâtiment, bailleurs, propriétaires) pour travailler tous ensemble
- fin des abonnements (eau, électricité, gaz) afin d'inciter à la réduction de la consommation en appliquant le coût réel
- généraliser les outils « empreinte écologique » afin que chacun puisse savoir/connaître ses consommations (eau, électricité, gaz)
- récolter l'eau des bâtiments (publics et/ou privés) dans des citernes lors des épisodes pluvieux afin d'arroser les massifs et/ou de nettoyer les trottoirs
- obliger les constructeurs à créer 2 réseaux : eau potable + eau non potable pour alimenter les sanitaires
- voiture soi-disant écolo/hybride remplie d'électronique à base de matériaux rares qu'il faut aller chercher dans d'autres pays
- financer massivement les projets d'économie d'énergie
- pollution lumineuse et sonore : les lois existent mais ne sont pas appliquées
- favoriser l'isolation des vieux immeubles
- la bio diversité est menacée et personne ne bouge !
- instaurer un % d'espace vert en ville

### **Recyclage :**

- remettre en place la consigne du verre
- réduction drastique des suremballages : mise en place aux sorties des supermarchés de conteneurs pour les récupérer
- développer les Ecoquartiers et les jardins collectifs en favorisant l'accompagnement des associations

- développer la récupération de l'aluminium (canette, feuille d'emballage en alu, etc...)
- contraindre les entreprises à entreprendre une démarche de recyclage de leurs déchets (papier, bouteilles plastiques, déchets inhérents à leurs activités)
- uniformisation au niveau national des règles de tri :  
les centres de tri ne font pas le même tri !
- développer les poubelles spécifiques au déchets alimentaires ainsi que les composteurs
- réduire les délais pour l'implantation de composteurs
- taxer plus spécifiquement les personnes qui ne font pas de tri
- rendre l'accès libre aux déchetteries aux artisans
- informer les habitants des immeubles aux consignes de tri
- création d'une taxe contre l'obsolescence et valoriser la réparation des objets usagés

### **Agriculture :**

- modifier la PAC en privilégiant l'aide aux petites exploitations
- développer la biomasse/méthanisation pour que les déchets « verts » soient transformés en énergie, énergie réinjectée dans les transports en commun
- arrêt de l'emploi du glyphosate et des pesticides
- informer le consommateur avec un étiquetage « Produit Chimique » au même titre que les produits étiquetés « Produit Bio »

### **Recours légal :**

- pénaliser fortement les entreprises qui gaspillent ou polluent et surtout faire appliquer rapidement les sanctions
- lors d'un procès l'entité responsable se verrait appliquée un % sur l'amende qui serait versé à un fond destiné à financer le contrôle et le suivi des lois écologiques
- reconnaissance d'un droit spécifique aux migrants climatiques
- vote citoyen face aux lobbys
- création d'un tribunal spécifique de l'environnement
- lors des procès « écologiques » recours à un avocat « commis d'office » pour représenter l'entité responsable afin de lutter contre les lobbys
- droits (de l'homme) et de la nature rédigés de manière précise et instaurer des contrôles pour faire respecter les règles
- la Charte de l'environnement incite à des règles qui ne sont pas assez respectés
- Monsieur Macron doit signer et respecter la convention 169 de l'ONU (droit des peuples indigènes)

### **Education :**

- incitation dès le plus jeune âge au respect de l'environnement et aux notions d'écologie
- création d'un poste d'inspecteur des règles écologiques
- prise de conscience collective dès l'école (CP - collège)
- cours d'écologie (nature, animaux, etc.) pour les plus jeunes

### **Divers :**

- dans l'Ain, le projet de la ferme de 2000 vaches n'est pas souhaité par les habitants
- privilégier l'emploi local, par exemple les habitants de Lyon qui vont travailler à Vienne et ceux de Vienne qui travaillent sur Lyon

## La démocratie et la citoyenneté

**L.** : « Il faut déjà savoir qu'on n'est pas en démocratie, telle qu'elle est présentée à Athènes (antiquité) : une voix, un vote. »

Réactions diverses : « On est en démocratie représentative, parlementaire... »

**L.** : « Oui et ce n'est pas la démocratie. La démocratie est un principe, nous sommes tous égaux devant le pouvoir de décider », le droit à la parole pour tous.

**X.** : « Notre système est démocratique puisqu'il y a des élections. Améliorable mais effectif ».

**X.** : Interroge sur la légitimité des élus, parce que peu et mal élus. Même si la représentativité est légitime, c'est une illusion : 2 personnes votent pour la même personne pour des raisons tout à fait différentes. Il faut revoir le système électoral. Instaurer un peu de proportionnelle, 20/25%.

**X.** : La durée des mandats (Assemblée et Président) est trop longue.

**X.** : L'erreur, c'est qu'on vote pour un programme. On ne devrait pas. Si on élit un Président, ce n'est pas pour qu'il réalise son programme et puis, pendant 5 ans on n'a plus de contrôle. On doit pouvoir surveiller les élus tout au long du mandat, par exemple : mettre en question les projets de loi devant une assemblée (citoyenne) tirée au sort sur les listes électorales. Ce qui garantirait une représentation diversifiée.

**X.** : Une durée longue permet la stabilité...

**D.M.** : Démocratie = tension entre mon avis propre et les décisions qu'il faudra prendre pour le bien commun.

**X.** : Lit la définition du mot démocratie dans le Larousse.

**X.** : Sur l'abstentionnisme : faut-il rendre le vote obligatoire ?

**X.** : Comment faire pour que les Français s'engagent dans la politique ?

**D.M.** : Paradoxe : on a du mal à s'engager et on râle en se disant mal représenté.

**X.** : Voir la richesse de la vie associative : c'est un terreau d'engagement. Mais elle n'est pas présente dans le monde politique.

**X.** : Dans la vie quotidienne déjà on ne se connaît pas, on ne se parle pas. On vit en vase clos, entre soi. Il faudrait multiplier les occasions d'échanges, de rencontres, comme ce soir.

**X.** : La parole pour tous, mais quelles sont les connaissances de chacun ?

**X.** : « Ces questions, il m'a fallu une année de droit pour commencer à comprendre »

**X.** : « C'est dès l'école primaire qu'il faut éduquer les enfants sur ces notions : démocratie, citoyenneté, en s'appuyant sur des exemples concrets, en les impliquant. »

**X.** : « Les enfants oui, mais dans combien de cas leurs parents, leur entourage n'y comprennent rien, ils n'ont pas le langage, ils entendent un jargon de spécialistes. Comment les aider, eux, à pouvoir faire des choix, à les dire ? Toute une population est loin de toute structure. »

**X.** : Les partis, les syndicats semblent de moins en moins crédibles

On ne sait pas vraiment comment sont votées les lois. Sans concertation du public.

Exemple : la réforme du collège... tous les profs sont contre.

La majorité présidentielle a trop de pouvoir et l'Assemblée Nationale n'est pas maître de son ordre du jour.

**X.** : J'appartiens à une association qui propose de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas à travers une « Université Populaire ». C'est un chemin...

**X.** : Il faudrait créer un service civique universel, pour chaque citoyen, tout au long de sa vie lui permettant de s'intégrer à un groupe pendant un temps assez court pour une action précise.

**X.** : Sur le plan local, les enquêtes d'utilité publique sont supprimées. Pourtant elles étaient utiles et pouvaient être une vraie force de décision.

**X.** : Les projets municipaux devraient être soumis à votation (à la suisse)

**X.** : Conserver le vote par bulletin, ça permet de sortir, de rencontrer d'autres électeurs tandis que le vote informatique est sujet à caution : risque de falsifications, sans parler des fake news... \*

**X.** : Il faudrait rendre le vote obligatoire, peut-être ?

**X.** : Cela ne veut rien dire d'obliger les gens à voter, il faut que les élus montrent et expliquent ce qu'ils sont en train de faire. Rendre compte, pas seulement tous les 5 ans.

*A propos de l'immigration... :*

« 70% des demandeurs d'asile sont déboutés de leur demande. Seulement 4% d'entre eux repartent effectivement dans leur pays d'origine, les autres restent en France sans papiers ».

**X.** : Ils alimentent la proportion de travail au noir, tout bénéfique pour les employeurs, perte sèche pour l'état.

**X.** : Il y a des offres d'emploi non satisfaites, il vaudrait mieux intégrer ces étrangers officiellement dans ces emplois à pourvoir. Bénéfice pour la société et bénéfique pour ces personnes dont les droits seraient respectés.

*... et de la laïcité :*

**X.** : « Il y a trop de jours fériés à connotation religieuse. Presque tous. Ce n'est pas normal, cela n'a plus lieu d'être. Au lieu de parler de la fête de Noël on peut parler de la fête de l'hiver ».

**X.** : « Il y a quelques siècles de tradition, malgré tout... »

**X.** : « oui et il y a un siècle de loi 1905 ! »

*\* Après le débat un jeune participant a expliqué que l'informatique et les réseaux sociaux allaient résoudre tous ces problèmes de participation. Il y a là vraiment une voix, un vote. Plein d'enthousiasme, il a balayé tous les questionnements : sécurité, véracité, fake news, etc...*

## **L'organisation de l'Etat et des services publics**

- C'est le grand flou aujourd'hui au sein des services de l'État. Il s'agit d'avoir désormais de la transparence. L'idée ce serait d'avoir une photographie de ce qu'est, et de ce que fait, l'Etat aujourd'hui.
- Par exemple, l'Etat doit-il encore être actionnaire de certaines entreprises. En réponse, des citoyens indiquent que la participation de l'Etat dans certaines entreprises a évolué au fil du temps, qu'elle était nécessaire après-guerre mais l'est moins aujourd'hui. L'Etat ne doit pas renier ses acquis, mais s'adapter constamment.
- Les fonctions de l'Etat doivent désormais reposer sur quatre domaines essentiels : la sécurité, la défense, l'éducation, la santé (et par conséquent l'alimentation).
- La fonction de l'Etat est de protéger les gens et de protéger les services publics sans avoir à se fixer de notion de rentabilité absolue.
- L'Etat doit se poser la question suivante : moi l'Etat, suis-je en phase avec les besoins actuels ? Ne dois-je pas faire redescendre mes compétences à une échelle plus locale ?
- Des citoyens regrettent le manque d'application de directives de l'Etat, faiblement mises en œuvre sur le terrain
- L'Etat doit baisser ses dépenses, il doit lui-même faire des efforts. C'est ce qu'indique régulièrement la Cour des Comptes à travers ses rapports. On se rend compte que ces rapports sont rendus, qu'ils font le buzz pendant une semaine et qu'ils sont mis au placard ensuite.
- Avant de faire des économies, l'Etat doit être transparent et efficace. Quand je mets 1 euro d'impôts je voudrais savoir où cet euro est fléché. Concernant cette transparence, il s'agirait de solliciter de manière régulière le citoyen pour participer à certaines instances. Il ne s'agit pas de sélectionner de manière obligatoire ou par tirage au sort ces citoyens mais il faudrait faire apparaître ce principe dans les statuts des institutions.
- La vraie question c'est que l'Etat ne peut pas être un pourvoyeur de pouvoir d'achat de manière continue, en revanche il peut mettre en place des règles de fonctionnement et négocier pour favoriser la justice fiscale.
- Nous sommes prêts à payer des impôts mais l'Etat nous doit de la transparence. Le citoyen n'est pas contre payer l'impôt, il est contre l'injustice.
- Un regard thématique, notamment sur la question sportive : le service public du sport est en train d'être démantelé, alors qu'il constitue un formidable trait d'union entre les populations. Sur ce point on peut parler de privatisation de l'offre sportive. L'Etat ne clarifie pas assez ses domaines de compétences.
- Un citoyen indique être très inquiet pour l'école, l'éducation nationale et le milieu hospitalier. Inquiet notamment pour les professionnels qui y travaillent, notamment les éducateurs, les travailleurs sociaux et du secteur hospitalier. L'Etat doit bien être conscient qu'il est aussi un employeur et qu'il doit se soucier de cela. En réponse, un citoyen indique que tout le monde doit se responsabiliser sur ce sujet : nous sommes tous devenus des consommateurs de l'école et de l'hôpital. Mais l'Etat, c'est aussi nous !

- La question de la citoyenneté est largement abordée par le groupe d'échanges. Il faut travailler à une meilleure citoyenneté dans l'éducation des enfants. L'enfant doit avoir une base scolaire concernant cette citoyenneté.
- Il y a un enjeu à ce que la citoyenneté se développe tout au long de la vie avec des moments réguliers pour la faire vivre (À la majorité, au moment du mariage, au départ en retraite,...)
- Le service militaire a été supprimé, et c'est vraisemblablement à tort ! Le service civique qui doit être mis en place pourra-t-il jouer ce rôle-là ?

*À propos des services publics :*

- Il y a besoin de réflexion sur la flexibilité des services publics et des horaires d'ouverture par exemple.
  - Cette flexibilité des services publics doit être amplifiée par de nouveaux services proposés sur internet (acte d'Etat civil, dossier de mariage,...)
  - Si tout le groupe reconnaît que la mise en place d'internet facilite les choses, il s'accorde également sur la nécessité de développer la formation à son usage afin de le rendre accessible à tous.
  - Doivent se maintenir également sur le territoire, au plus près des habitants, des lieux pour assurer le contact entre la collectivité et le citoyen. Il n'y a pas de place pour des fermetures de bâtiments publics, mais il s'agit d'user d'intelligence afin de les utiliser de manière plus optimale.
  - À l'instar des services de l'Etat, il y a une grande difficulté à comprendre le « qui fait quoi » dans les collectivités. Le croisement des financements est pointé. Les collectivités seraient même restées très étatiques !
  - Les administrations ont beaucoup de mal à s'adapter aux citoyens. On dénonce une grande lenteur administrative.
  - Pourtant, cela fait plus de 20 ans que les services publics essaient de se réformer, mais ils ont beaucoup de difficultés à le faire, par conservatisme, par corporatisme, et parce que les mentalités ne sont jamais prêtes.
  - Concernant le service public, il n'y a aujourd'hui qu'une notion de fournisseur de moyens. Mais il devrait y avoir également une exigence de résultats ! D'autres interventions indiquent que la notion de résultat ne peut pas être appliquée à des métiers publics à vocation sociale.
  - Il faut qu'il y ait un aiguilleur unique, pour faciliter les démarches des citoyens. Cet aiguilleur devrait se situer au plus proche des habitants. Concernant le bon échelon, la commune constitue la base du contact de proximité avec les habitants. Sur Lyon et son agglomération, l'arrondissement doit être privilégié. On se rend compte, avec la création de la Métropole, que l'échelon de la ville n'est plus le bon, et que l'arrondissement retrouve toute sa place.
  - C'est une bonne idée que de diminuer le millefeuille administratif, et localement d'avoir réussi à fusionner les compétences du département et de la communauté urbaine.
  - Il est certes satisfaisant de revoir les échelons, mais il ne s'agit pas non plus de vouloir tout fusionner, car il y a un risque de reconcentrer en un même endroit les actions, les moyens et les interlocuteurs.
- Un débat contradictoire se met en place à propos de la nécessité de revoir le statut des fonctionnaires.

## **La fiscalité et les dépenses publiques**

- ⇒ Quelle pouvoir d'action du gouvernement sur la TVA lorsque les minima/ maxima sont soumis à validation par l'UE ?
- ⇒ Plus de justice sociale et une réelle contribution de l'ISF.
- ⇒ Mieux soutenir et valoriser les créations de valeur par les PME en opposition aux montages fiscaux des sociétés du CAC40 dont les conseillers fiscalistes ont une longueur d'avance sur la loi et arrivent à réduire considérablement leur part d'imposition...
- ⇒ Envisager la suppression d'impôts aux entreprises ouvrant leur capital aux employés.
- ⇒ Pas assez de transparence sur les grosses dépenses publiques, si ce n'est le rapport de la Cour des Comptes rarement suivi d'effets ou de sanctions. Rendre ces informations plus visibles et à tous. Maîtriser les dépenses publiques en communiquant mieux aux français et en fléchant les projets, les dépenses et les résultats obtenus.
- ⇒ Créer une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu pour remplacer l'ISF. 2/3 de l'IR est payé par seulement 10% des contribuables.
- ⇒ Reconsidérer la part de l'investissement dans les dépenses de l'Etat.
- ⇒ Successions : reverser ces droits non pas directement à l'Etat mais aux contributeurs créant de la valeur.
- ⇒ Suppression des privilèges des anciens Présidents, ministres et hauts fonctionnaires de l'Etat... Autres dépenses inutiles : les mauvais investissements des sociétés françaises dont l'état est actionnaire (par exemple : le contrat Areva Afrique du Sud).
- ⇒ Le contribuable doit lui aussi pouvoir se prononcer sur de tels enjeux (sommes) et diminuer ainsi les possibles corruptions.
- ⇒ Rendre publique, ou à tout le moins informer sur les Etudes et Rapports de la Cour des Comptes, lui donner un pouvoir plus important.
- ⇒ Niches fiscales : réactualiser le système fiscal en rapport avec notre époque. Utiliser l'outil internet et imposer les robots.
- ⇒ Remettre en place un impôt sur le revenu payé par tous (même symbolique)
- ⇒ Mieux éduquer sur la fiscalité.
- ⇒ Mettre au cœur de notre système la fiscalité écologique
- ⇒ Alléger la fiscalité sur les produits répondant aux standards éthiques, économiques, sociaux et environnementaux.